

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 8 FEVRIER 1980 - No 26 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

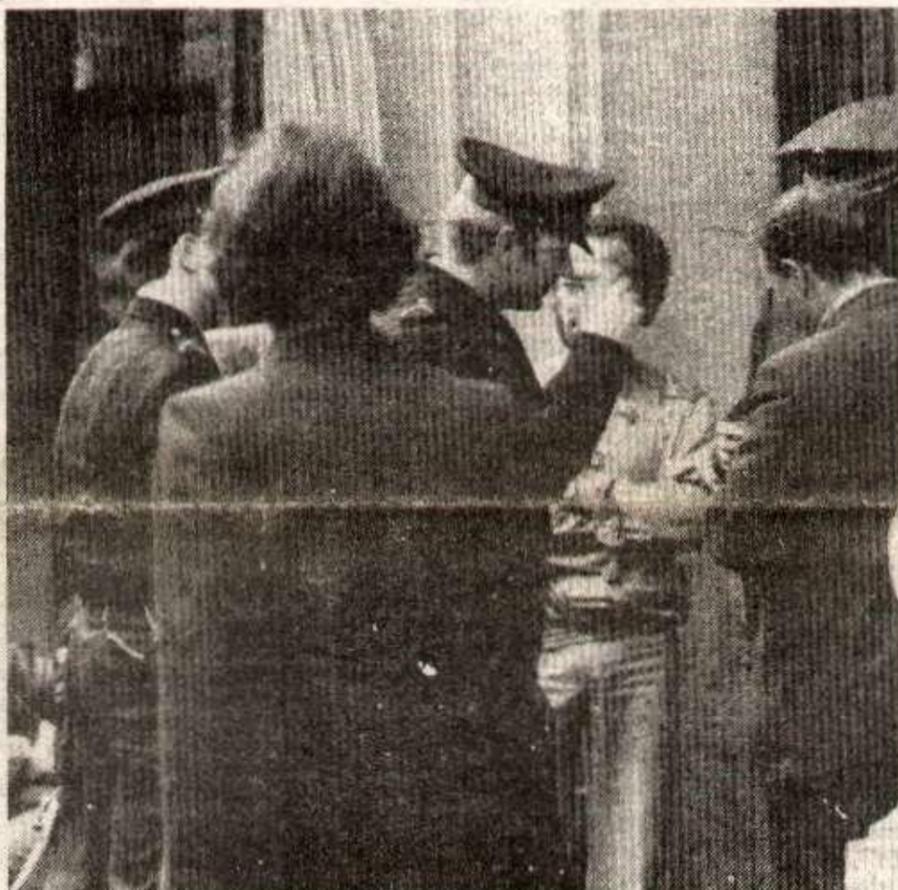
Tél. 205.51.10

2F

UN MILLION DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS FICHÉS

• C'est ce que propose le ministre de l'intérieur ... pour mieux appliquer les lois scélérates Barre-Bonnet-Stoléru !

• Un seul précédent dans notre pays : le fichage des juifs sous l'occupation nazie !



Du contrôle policier au fichage, l'épée de Damoclès de l'expulsion

Le ministre de l'Intérieur, pour compléter sans doute le dispositif législatif que le gouvernement met en place contre les travailleurs immigrés, vient de proposer la constitution d'un fichier électronique, soi-disant pour « automatiser la délivrance des cartes de résidents étrangers » en « interconnexion avec le fichier des personnes recherchées déjà existant au ministère de l'Intérieur ». C'est donc en fait un instrument pour l'application des mesures discriminatoires à l'égard des immigrés, mesures qui en font, en somme, des hors-la-loi permanents. Si l'on veut avoir une idée de la gravité de l'établissement d'un tel fichier, rappelons que le seul précédent connu en la matière, et de sinistre mémoire, c'est le fichier des juifs durant l'occupation nazie, directement relié à un fichier de police.

L'établissement d'un tel fichier constituerait de plus un pas vers un système de fichage plus généralisé que le pouvoir a tenté plusieurs fois de mettre en place.

Pour ce qui concerne les immigrés, le ministre de l'Intérieur n'a pas songé bien sûr au système qui serait le plus simple et en même temps le plus juste pour ce qui concerne le renouvellement des cartes de séjour des résidents étrangers : leur renouvellement automatique, sur leur simple demande!

C'est bien qu'il veut faire peser encore plus lourdement la menace permanente sur les travailleurs immigrés, et donner ainsi au patronat les moyens de les soumettre à des conditions de salaires, de travail plus dures, donc de peser sur les conditions de salaires et de travail de tous !

La marche « Pour la survie du Cambodge » bloquée à la frontière khméro-thai

Les 150 personnalités qui avaient répondu à l'appel de l'organisation française « Médecins Sans Frontières » et de l'organisation américaine « Comité international de Secours » ont manifesté, mercredi, jusqu'au pont qui marque la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. Elles demandaient l'autorisation d'entrer au Cambodge pour y distribuer les tonnes de vivres rassemblées et d'envoyer des équipes médicales pour soigner la population.

Mais les soldats vietnamiens qui bouclaient le pont ont empêché le passage des manifestants.

Auparavant, les marcheurs avaient visité le camp de réfugiés Khmers Rouges de Sakeo, en Thaïlande, ce camp où, il y a seulement 2 mois, arrivaient des milliers de personnes squelettiques, au bord de l'épuisement et où, chaque jour, des centaines mouraient de faim et de maladie.

Lire page 3

6 jours après l'ouverture de l'enquête d'utilité publique

La tension monte à Plogoff

Une semaine après la brutale ouverture de l'enquête d'utilité publique au sujet de centrales nucléaires prévues à Plogoff, la présence policière devient de plus en plus pesante. Mercredi matin, à Plogoff toujours, la mairie annexe n'a pu s'installer à son emplacement habituel, des tranchées ayant été creusées durant la nuit par des habitants qui ont salué le passage d'une forte patrouille de gardes-mobiles par des jets de pierres.

Mercredi soir, au moment du départ de la mairie annexe, escortée par les flics, des incidents ont éclaté entre ces derniers et plus de cinq cents manifestants. D'autre part, à Primelin, autre commune du Cap, la mairie annexe n'a pu s'installer mercredi matin à l'emplacement habituel où avaient été disposés des voitures et des engins agricoles. Enfin, à Brest, 400 étudiants et lycéens ont manifesté en soutien à la population du Cap.

Lire page 7

La menace d'une poussée soviétique au-delà des frontières afghanes

Lire en page 2

Grande-Bretagne : les hommes de l'acier contre « la dame de fer »

Lire en page 8



Joan Baez au camp de réfugiés khmers rouges de Sakeo à la frontière thaïlandaise.

La menace d'une poussée soviétique au-delà des frontières afghanes

Par Grégoire Carrat

L'argumentation selon laquelle l'intervention soviétique en Afghanistan serait le signe pour le moins d'une mise à la retraite de Brejnev — au moment où il couronnait sa carrière de chef d'État, du parti et de l'armée d'URSS — et de l'arrivée au pouvoir d'une équipe moins bien disposée que le vieil autocrate à l'égard de la « détente » ne se vérifie guère. Mais elle a le mérite d'attirer l'attention sur une double réalité : l'intervention en Afghanistan marque une étape importante dans l'intervention soviétique à l'étranger ; et elle est le reflet de mutations très profondes dans la société soviétique. Celles-ci, fruit d'un effort systématiquement réalisé au cours des quinze dernières années, ont conduit les Soviétiques à revoir profondément la conception de leur puissance.

La faiblesse constatée en 1962 face aux États-Unis a été compensée. (crise des fusées à Cuba. Khrouchtchev devra retirer les fusées qu'il avait fait installer). A la fois dans le domaine nucléaire et par l'édification d'une puissante force de combat conventionnelle dont l'organisation et les missions ont été redéfinies. Les capacités militaires soviétiques ont été testées non seulement au cours de manœuvres, parfois spectaculaires, mais à chaud, au cours de véritables opérations militaires antérieures à l'invasion de l'Afghanistan. (cf encart). L'opération de Kaboul a largement bénéficié de ces « tests ».

LA PUISSANCE MILITAIRE SOVIÉTIQUE A QUELLES FINS ?

Aussi la vraie question n'est-elle pas de savoir si les militaires russes, que Brejnev s'est appliqué à recruter parmi les plus brillants milieux universitaires, le considèrent comme trop décati pour rester le maître, mais bien de savoir ce que les forces au pouvoir en URSS entendent faire de la puissance à laquelle elles sont parvenues et comment elles cherchent à exploiter les possibilités qu'elles ont pu mesurer no-

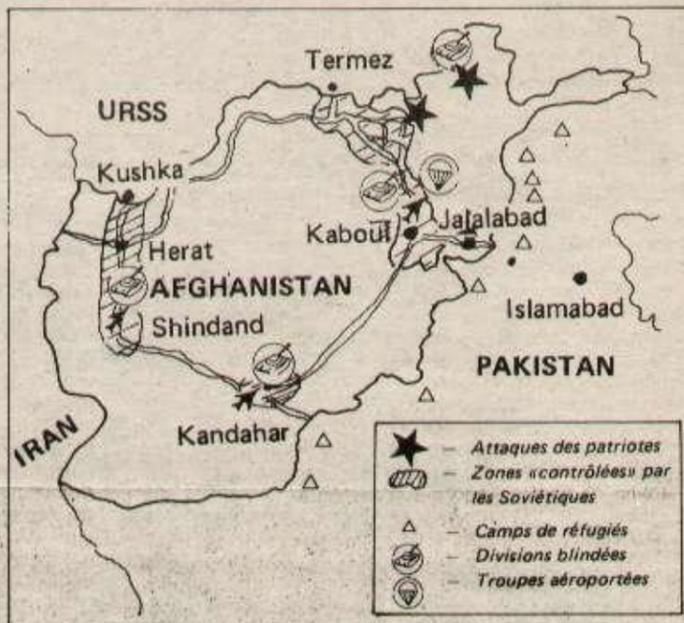
tamment depuis l'affaire d'Angola (en 1975). Bien qu'à l'inverse des habitudes américaines, on n'étaie guère à Moscou les débats internes, ceux-ci bien sûr doivent exister, l'enjeu des décisions prises — avec une détermination brutale — l'implique. Mais tout laisse à penser, depuis 1968, qu'une profonde unité s'est constituée autour du programme de développement du potentiel militaire. Et les points marqués jusqu'à présent avec ce potentiel ne peuvent que fonder sa validité, aux yeux des couches dirigeantes soviétiques.

Que prouve à cet égard le Noël de Kaboul ? En même temps que se déroulait une guerre à Kaboul, des mouvements de troupe d'importance étaient opérés en Europe de l'Est, d'autres activités étaient organisées dans le Golfe. Capacité opérationnelle, rapidité d'exécution, possibilité de tenir plusieurs secteurs en même temps constituent les plus évidentes leçons.

Mais elles ne constituent pas le tout de l'événement. Loin d'être ponctuel, c'est en fait un mouvement très profond dont on peut saisir l'ampleur de deux points de vue : sur le plan strictement militaire d'abord, les deux tiers des unités engagées

étaient composées de réservistes, actuellement en cours de remplacement par des unités régulières, tandis que se poursuit un rappel de réservistes. Ceci paraît signifier que l'URSS entend conduire des opérations militaires d'une longue durée avec des moyens encore supérieurs à ceux utilisés aujourd'hui. Le second fait d'importance est la désinvolture, sinon la grossièreté avec lesquelles les Soviétiques justifient leur invasion, face aux États-Unis, mais aussi à l'encontre des pays du tiers monde, choqués par de telles agressions.

Apparemment, les agresseurs de Kaboul veulent faire entériner le « principe » selon lequel ils auraient le droit d'intervenir là où ils le jugent bon, et toute réaction brutale serait considérée comme un acte belliqueux à leur égard. Le silence devant les agressions précédentes pouvait fonder ces espérances. La relative paralysie dont les pays européens ont été frappés devant l'agression de Kaboul leur a d'ailleurs donné de précieux enseignements sur l'état actuel de l'Europe occidentale en matière de défense, principalement en ce qui concerne ses deux principaux pivots, qui sont également les deux principaux partenaires



ouest-européens de l'URSS : la France et l'Allemagne.

KABOUL : POINT D'ARRIVÉE OU BASE DE DÉPART ?

Mais envahir l'Afghanistan uniquement à titre de démonstration de force ou de ballon d'essai ne peut constituer un motif suffisant parce qu'il contredit les dispositions durables prises à cet égard, la gravité de l'événement lui-même et ses répercussions générales.

Les raisons pour lesquelles l'URSS a envahi l'Afghanistan peuvent relever de plusieurs ordres : l'ambition de prendre définitivement en main un pays dans lequel ils ont effectué une patiente pénétration ; en outre, le pays recèlerait des richesses naturelles énormes, notamment en pétrole, que les missions géologiques soviétiques ont soigneusement recensées, sans en rien dire au gouvernement ; les réticences de Daoud à cet égard auraient été l'une des motivations de son assassinat en avril 1978 et de son remplacement par Taraki, Amin et autres Karmal.

Mais ces explications paraissent insuffisantes : la situation interne en Afghanistan peut-elle, à elle seule, justifier pour Moscou le déclenchement d'une opération d'une telle envergure même si les difficultés rencontrées par Amin, notamment du fait de la résistance, réclamaient un engagement renforcé des Soviétiques.

L'ampleur des moyens, la nature de ceux-ci et la tactique employée amènent une question : les Soviétiques veulent-ils s'emparer de l'Afghanistan pour lui-même, ou n'est-ce que le camp de base d'une expédition beaucoup plus ample ?

UNE GRAVE MENACE SUR L'IRAN ET LE PAKISTAN

Le premier fait constaté est qu'une menace militaire s'exerce sur les pays frontaliers, d'abord le Pakistan, mais aussi l'Iran. Les Soviétiques n'ont pas manqué d'agiter à plusieurs reprises la menace du « droit de suite ». A partir du 15 janvier, une division a été déployée face à l'Iran à 25 kilomètres de la frontière tandis que les troupes placées le long de la frontière pakistanaise étaient renforcées.

Cette menace militaire vis-à-vis des pays frontaliers est-elle appelée à être mise en œuvre ? Il apparaît qu'une proportion importante des troupes soviétiques est actuellement chargée d'assurer le contrôle des positions

tenues. Mais actuellement, d'énormes quantités de matériels arrivent en Afghanistan qui engorgent les dépôts. Dans quel but ?

Des conditions favorables à une intervention soviétique peuvent apparaître au Pakistan, où les opposants baloutches au pouvoir central d'Islamabad ont déjà bénéficié de 1972 à 1976 d'un discret mais certain appui soviétique. En Iran, les mesures prises à l'encontre des minorités rendent fragile l'unité du pays en des points névralgiques ; en particulier à la frontière avec l'URSS, à la frontière afghane et dans les champs pétrolifères !

Il est évident que la pression militaire soviétique dans des zones aussi décisives si elle se transformait en acte, donnerait à l'URSS une prépondérance certaine dans l'océan Indien et un contrôle sur le Golfe. Il est non moins évident que dans un tel cas, cela supposerait que l'URSS a désormais fait le choix délibéré d'un conflit de grande ampleur pour obtenir cet avantage, dans la perspective d'une victoire sur son adversaire américain.

L'ACCUMULATION DES CONDITIONS D'UN CONFLIT

Certains éléments laissent penser qu'il ne s'agit pas pour Moscou d'une simple hypothèse : depuis le début janvier, d'importantes quantités de matériel soviétique couvrant la totalité de la panoplie nécessaire à la conduite de vastes opérations aéroportées sont acheminées au Yémen du Sud avec les personnels devant les servir. Cinq navires ont été envoyés à partir du 15 janvier dans l'océan Indien.

Ainsi, s'accumulent les éléments qui renforcent le potentiel offensif de l'URSS et peuvent lui permettre de se lancer dans des opérations militaires de grande envergure.

Mais la vigoureuse dénonciation qu'elle a subie de la part d'une partie considérable des non-alignés par exemple lors de la récente Conférence islamique, l'acharnement de la résistance afghane sont autant d'indices que les ambitions soviétiques peuvent rencontrer des difficultés sérieuses pour se réaliser. Par ailleurs, si la superpuissance américaine a été, jusqu'à présent, incapable de riposter aux progrès de l'URSS, il peut en aller différemment à l'occasion de l'affaire d'Afghanistan, où Carter a cherché à définir des moyens suffisants pour s'opposer à l'URSS. Et les conditions d'un affrontement au Moyen-Orient et en Asie du Sud s'accumulent.

Avant Kaboul, exercices militaires à chaud

Selon le principe qu'une intervention réelle vaut plus que toutes manœuvres, l'armée soviétique a déjà effectué, avant l'invasion de l'Afghanistan, quelques spectaculaires démonstrations dans le tiers monde. La première en date a eu lieu en 1975 en Angola, elle concerna surtout la marine soviétique dont d'importantes unités furent simultanément mobilisées pour livrer les énormes quantités d'armes qui servirent au corps expéditionnaire cubain.

Le test de la marine a été amplifié et combiné avec le pont aérien entre l'URSS et l'Éthiopie de novembre 1977, mobilisant 250 appareils, tandis que 50 navires étaient dirigés sur les côtes éthiopiennes. En URSS-même, des voies ferrées avaient été littéralement réquisitionnées durant plusieurs jours pour acheminer le matériel militaire jusqu'aux points d'embarquement sur le territoire soviétique.

Au même moment, des officiers de haut rang de l'armée rouge organisaient la bataille de Jijiga, qui mit fin à l'intervention somalienne en Ogaden : des avions débarquaient les chars sur les arrières des troupes somaliennes qui se retrouvèrent rapidement encerclées par des colonnes blindées : ce fut un véritable exercice d'école militaire, conforme aux manuels du maréchal Gretchko, qui a réalisé, sous le pouvoir de



Ces chars soviétiques, dont le mouvement de libération érythréen s'est emparé, ont été amenés par le pont aérien soviétique entre l'URSS et la corne de l'Afrique, organisé dès 1977.

Brejnev, la refonte des armées soviétiques, de façon à donner à celles-ci de grandes capacités d'intervention sur des théâtres d'opérations extérieures à l'URSS.

L'Ogaden était un terrain d'expérimentation pour d'autres offensives militaires dans la corne de l'Afrique elle-même. C'est le cas de l'Érythrée où, depuis novembre 1978, le haut état-major soviétique a pris le commandement des opérations contre le peuple érythréen et en d'autres points du monde.

Et si on suit le raisonnement selon lequel l'intervention soviétique en Afghanistan serait défensive du point

de vue de Moscou, puisque développée dans un pays frontalier de l'URSS, où est alors la défense en Ogaden et en Érythrée, sur les côtes de la mer Rouge ! Où est la défense dans les bombardements par air et par mer des maquis érythréens ?

Où est la défense dans l'organisation du pont aérien de novembre 1979, à destination du Yémen du Sud — quelques semaines avant l'intervention à Kaboul ? 350 avions déchargèrent alors d'impressionnantes quantités de matériel militaire dans ce pays situé à la charnière de la mer Rouge et de l'océan Indien.

Demain : Une profonde réévaluation de la politique américaine

Manubec (Pau) : « Nous irons jusqu'au bout »

Après trois mois de débrayage (trois heures par jour) et face à la détermination des grévistes, le patron de Manubec s'énerve, provoque et menace. Comme nous en avons déjà informé nos lecteurs (QdP du 5 février), les 45 grévistes de Manubec, usine de casquettes, avaient décidé le lundi 26 janvier de ne plus rendre les tickets de rendement sans lesquels la direction ne pouvait pas reconnaître ni la série des casquettes, ni le client. Alors le patron s'est énervé et a exigé qu'on lui rende les tickets « sinon il n'y aurait pas de travail pour les grévistes ».

Peine perdue : les grévistes ont débrayé toute la matinée. Le directeur a fait appeler à son bureau la dé-

léguée syndicale CGT, en expliquant qu'il fallait qu'elle demande à ses camarades qu'elles rendent les fameux tickets. La déléguée lui a répondu : « On a décidé à 40 de les garder, il faudra que les 40 décident de les rendre ».

Les 40 ont décidé de les garder. A nouveau, jeudi, la déléguée syndicale était appelée au bureau mais cette fois-ci, il y avait le patron, le directeur et le comptable. En même temps qu'on lui annonçait sa prochaine lettre d'avertissement, le patron disait : « Je n'aime pas ça », « c'est politique », « on manipule les grévistes ». Vendredi 1er février, le patron disait devant l'assemblée générale des grévistes qu'il se rendait

responsables du mauvais fonctionnement de l'usine, exigeait les tickets, et menaçait de ne pas laisser travailler les grévistes en attendant. Les grévistes décident alors de débrayer la journée entière jusqu'au mercredi 6 février et non trois heures par jour comme auparavant. Les grévistes ont décidé que si le patron ou les cheffailons engueulent quelqu'un, grévistes ou pas grévistes, elle débrayent immédiatement. Le patron, quant à lui, n'arrête pas les provocations.

De leur côté, les grévistes sont plus décidées que jamais. « Nous irons jusqu'au bout ».

Correspondant Pau

Moréac (Tourcoing) : 40 ouvrières décidées à conserver leur emploi

Depuis deux mois, à Tourcoing, elles occupent leurs ateliers. Elles ? C'est la quarantaine d'ouvrières de la société Moréac (confection) que le patron veut transférer à une cinquantaine de kilomètres de là pour cause d'agrandissement. (Comme si à Tourcoing, il n'y avait pas suffisamment d'usines vastes et innocuées... dont les ouvriers ont été jetées à la rue : Flippo Frères, Tibéria Frères, etc.). Alors fin novembre, pour maintenir l'emploi sur place, organisées dans leur section

CGT, elles ont décidé d'occuper ; elles ont réveillé en occupant ; elles occupent encore vu que leur patron est inflexible. Mais elles comptent sur la solidarité active des travailleurs de Roubaix et Tourcoing : pour cela elles vont aux portes des entreprises et vendent des produits qu'elles fabriquent elles-mêmes (des écharpes) et ça marche ; elles ont le moral : déjà quelques 800 écharpes ont été ainsi écoulées. Alors que la concertation n'a pas empêché les 700 licenciements

à Tibéria Frères, il y a quelques années, au moment où 140 licenciements viennent d'être acceptés par l'inspecteur du travail au peignage de la Tossée (Tourcoing) deuxième de France, la décision des travailleurs de Moréac de lutter et d'occuper pour refuser des licenciements n'est que trop justifiée : c'est la voie de la lutte ; c'est sûrement un gage de succès.

Corresp. TOURCOING

La CGC à l'Elysée : « la nécessité de la croissance »

Jean Menu, président de la CGC (Confédération générale des cadres), a été reçu le 6 février par Valéry Giscard d'Estaing. C'est la première entrevue du nouveau président de la CGC, élu en avril 1979, et du président de la République.

Giscard a promis le maintien du pouvoir d'achat pour les cadres en 1980 et la relance de la concertation : Jean Menu s'est montré « satisfait d'avoir été écouté avec attention » tout en précisant qu'il attendait « des actes ».

Pipe au coin de la bouche, trapu et l'air bonhomme, pas du tout jeune technocrate dynamique, Jean Menu avait expliqué à un journaliste du *Matin* les grands sujets de préoccupation des cadres : l'emploi et les salaires.

Sur l'emploi, Jean Menu est très clair : « Je compte dire fermement que l'emploi doit être aujourd'hui, la priorité des priorités ». Il faut dire que les cadres, longtemps enfants chéris des chefs d'entreprise, se sont trouvés frappés par les grands plans de restructuration. Et avec eux, les licenciements et la non-embauche des jeunes. Les cadres se trouvent aujourd'hui réduits à se réjouir d'une enquête de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) parce que ses chiffres indiquent que 20 % des entreprises, en décembre 1979, songaient à embaucher des cadres (contre 55 % en juin)...

Mais, ce n'est pas pour autant que les cadres s'opposent au redéploiement, au contraire, il faudrait l'accélérer. « Cette politique de l'emploi, passe par la relance des secteurs en difficulté, le redéploiement industriel dans les branches

créatrices d'emploi, et peu consommatrice d'énergie, comme l'agro-alimentaire, l'informatique, l'électronique et l'aéronautique » continue Menu.

Autre moyen de créer des emplois pour les cadres, la réduction du temps de travail : « La réduction réelle du temps de travail participe aussi à la lutte contre le chômage », et c'est parce que le problème de l'emploi n'était pas abordé aux dernières négociations avec le CNPF que la CGC a refusé ce qu'elle considère « presque comme un gadget ». C'est sans doute aussi la base de l'accord qui avait réuni sur la question la CGC et la CFDT, alliance qui avait surpris tout le monde.

Donc les cadres, en restant attachés au syndicalisme « catégoriel et réformiste », s'opposent aux patrons qu'ils trouvent pas assez dynamiques et offensifs : « Gouvernement et

patronat doivent faire preuve de plus de lucidité ».

Autre point noir pour les cadres, comme pour tous les salariés : la baisse du pouvoir d'achat. Pour eux pourtant, ce n'est tant les salaires qui baissent en valeur absolue — contrairement aux OS —, mais la pression fiscale qui augmente, et les avantages qui tombent comme le plafond de cotisations à la Sécurité sociale. « Nous demandons seulement qu'on ne fasse pas peser le poids de la solidarité nationale uniquement sur les salariés... Nous sommes favorables à un impôt sur le capital et sur les fortunes ».

Enfin, autre sujet de discussion avec le chef de

Rhodésie : attentat raciste contre Mugabe, dirigeant patriotique

Robert Mugabe, dirigeant nationaliste de la ZANU, membre du Front patriotique du Zimbabwe, a été victime d'un attentat à la grenade, mercredi, alors qu'il était chez lui. Mais il serait interne. Par contre, un autre dirigeant de la ZANU a été grièvement blessé par l'explosion d'une roquette.

Les attentats d'inspiration raciste se multiplient, ces derniers jours, contre les patriotes du Zimbabwe, tandis que l'accord de cessez-le-feu entre les racistes rhodésiens et les guérilleros nationalistes est souvent violé par les racistes qui bénéficient d'une relative impunité de la part de l'administrateur anglais chargé de veiller à l'application du cessez-le-feu.

La marche « Pour la survie du Cambodge » bloquée à la frontière khméro-thai

Aujourd'hui, selon les témoignages, le camp de Sakeo (25 mille personnes) a beaucoup changé, en grande partie grâce aux secours internationaux, mais aussi grâce à la discipline des Cambodgiens qui partagent équitablement les aides, construisent de petites huttes, font de maigres cultures, apprennent à lire aux enfants, bref s'organisent pour sortir de la tragédie. De temps en temps, des hommes et des femmes disparaissent : ils sont repartis au Cambodge combattre l'envahisseur vietnamien ou aider la résistance.

La ressemblance avec les camps de réfugiés et combattants palestiniens est évidente : la même discipline organisation, mais aussi le même problème du provisoire qui commence à durer...

Côté vietnamien, on n'apprécie pas du tout la publicité donnée à la marche des personnalités. Pour avoir chanté devant des enfants de Sakeo, Joan Baez s'est vue accusée par l'agence pro-vietnamienne de Phnom Penh de complicité avec les Khmers rouges, « assassins de millions de cambodgiens », et l'actrice Liv Ullman, qui avait donné son sang pour les réfugiés, est accusée d'avoir donné son sang à « quelques bourgeois ».

QUELLE AMELIORATION ?

Quant à la situation alimentaire dans les zones sous contrôle vietnamien, il semblerait, selon l'UNICEF, qu'elle se soit relativement améliorée pour plusieurs raisons : de nombreux cambodgiens n'hésitent pas à faire des centaines de km depuis l'autre bout du pays pour venir chercher des vivres en Thaïlande, qu'il ramènent ensuite chez eux, et le riz vient d'être moissonné sur les maigres surfaces cultivées (10 % environ des terres habituellement plantées).

Mais la moisson ne permettra évidemment pas de tenir jusqu'à la prochaine récolte et l'amélioration de la situation alimentaire, n'est donc que passagère. C'est d'ailleurs ce qu'a souligné le directeur de l'UNICEF lorsqu'il a déclaré : « Pour éviter une famine dans les 12 prochains mois, il faudra 200 mille tonnes d'aliments au moins, et 40 mille tonnes de céréales ».

On est loin des prévisions idylliques publiées dans *L'Humanité*...

Claude LIRIA

Quelques révélations du fils de Boulin

Dans son édition de jeudi, *Le Monde* révèle quelques aspects du livre de Bertrand Boulin, fils du ministre décédé à la fin de l'année dernière. Ce livre, où le fils de Boulin évoque le climat de tension créé avant même le suicide du ministre, paraîtra le 20 février, sous le titre *Ma Vérité pour mon père*. « Mon père croyait que Peyrefitte manœuvrait contre lui », écrit Bertrand Boulin, en précisant : « pour l'entourage du premier ministre et pour Peyrefitte, il est l'homme qui a empêché l'éclatement du RPR et il est un concurrent dangereux à la succession de Raymond Barre. Pour l'entourage de Chirac, mon père est un traître en raison de son attitude ambiguë à l'occasion des élections européennes et une menace pour la candidature de Chirac à l'Elysée ». Fournissant à l'évidence des éléments, ce livre ne semble pourtant pas être en mesure d'éclaircir l'épais mystère qui entoure le suicide du ministre du Travail.

Michel Lapeyre inculpé d'assassinat. Pourquoi ?

Michel Lapeyre, condamné à cinq ans de prison (dont un avec sursis) pour détention d'arme, vient d'être inculqué d'assassinat et complicité d'assassinat. Lapeyre avait été condamné après qu'il ait été trouvé porteur du revolver qui avait servi à exécuter en mars 1977 l'assassin de Pierre Overney, Tramoní. Aucune preuve n'avait pu être fournie par l'accusation de sa participation au meurtre de Tramoní. Or, trois années plus tard, sans qu'aucun élément nouveau ne soit intervenu, Lapeyre est soudainement inculpé d'assassinat. Pourquoi ? se sont interrogés lors d'une conférence de presse la défense et les amis de Lapeyre. Il semble qu'une des raisons soit la volonté du pouvoir de le maintenir en prison, alors que légalement, il devait être libéré d'ici peu. Au contraire, il vient d'être enfermé dans un OHS, à Fleury-Mérogis.

San Salvador : vers un nouveau Nicaragua ?

Après le Guatemala, le Salvador. Des groupes non-armés ont occupé l'ambassade espagnole et 300 lycéens occupent le ministère de l'Éducation où ils détenaient 600 personnes en otages. Plusieurs centaines ont été libérées hier.

Les revendications vont du rétablissement des libertés démocratiques en passant par la libération des détenus politiques, la création d'une commission d'enquête sur la répression et le droit à la scolarisation. L'église du Salvador, qui avait toujours soutenu le pouvoir, vient de critiquer les exactions de la junte militaire. L'archevêque de San Salvador a déclaré : « Si l'armée ne tient pas les promesses qu'elle a faites en octobre lorsqu'elle a renversé le régime dictatorial du général Humberto Romero, l'insurrection populaire deviendra malheureusement inévitable ».

Le fossé se creuse rapidement entre les 14 familles qui concentrent entre leurs mains tout le pouvoir économique, et le peuple soumis à des dictatures militaires, pratiquement sans interruption, depuis le massacre de 40 000 paysans en 1932.

De plus en plus, les organisations et les mouvements de guérilla appellent à l'insurrection générale et une situation semblable à celle du Nicaragua est en train de se développer.

Le char franco-allemand, dernier né de la politique de coopération dans l'armement

Équipé d'une tourelle de 120 mm et de tous les accessoires sophistiqués permettant le tir en mouvement, le combat de nuit à distance et le franchissement d'obstacle ; imperméable aux radiations et bactéries pour un poids total de l'ordre de quarante tonnes, tel sera le char dont Giscard et Schmidt ont décidé la construction en coopération.

Destiné à prendre la relève de l'AMX 30 français et du Léopard ouest-allemand, il pourrait être produit à cinq mille exemplaires avec un coût total d'investissement de 40 milliards de francs.

Cette décision est présentée comme « une des plus importantes » en matière de coopération entre la France et l'Allemagne fédérale. Et, bien entendu, ce nouveau char a d'ores et déjà relancé la bataille autour de la politique de coopération européenne pour la production d'armement. Pourtant, cette politique est appliquée depuis une bonne vingtaine d'années déjà pour presque toutes les catégories de matériels qui équipent l'armée française, à l'exclusion de sa force de frappe. Les raisons d'un tel choix étant de la part de l'État autant économiques que militaires.

La question de la coopération européenne en matière d'armement a pris une acuité nouvelle du fait de la tension avec les pays du Pacte de Varsovie. On se souvient que lors de sa session de septembre 1979, le Parlement européen eut à en débattre à partir d'une question écrite déposée conjointement par deux députés,

l'un britannique et l'autre ouest-allemand. La question fut à nouveau soulevée en novembre, lors de la session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) à Paris. Un rapporteur britannique demandait l'accélération de la production en commun d'armement permettant leur standardisation et leur « in-

teropérabilité ».

En effet, c'est ici que se situe le premier motif d'une coopération. De quelle efficacité opérationnelle disposeraient des armées européennes dotées de matériels disparates sur un théâtre d'opération où elles sont susceptibles d'affronter un bloc entièrement standardisé : celui du Pacte de Varsovie ? Dès lors qu'est refusée une standardisation de fait qui résulterait d'un usage exclusif d'armements made in USA, la question se pose.

Cette raison d'ordre militaire n'est pas la seule et n'est sans doute pas déterminante.

En effet, il en va des productions à usage militaire comme de celles réputées civiles : qu'il s'agisse d'aéronautique, de matériels électroniques, du nucléaire les armements recourent aujourd'hui à des techniques de plus en plus élaborées. A ce titre, leur production relève des industries de pointe et la politique de

coopération s'y manifeste surtout comme une nécessité financière, comme le résultat d'un calcul de rentabilité. C'est d'autant plus vrai pour la France qui, a décidé de développer seule — et donc au prix fort — un système de dissuasion nucléaire ; les capacités financières du ministère des Armées et de sa délégation générale pour l'armement se trouvent réduites d'autant pour ce qui est de la production de matériels conventionnels.

Ici, la politique de coopération apparaît comme un simple produit de la concurrence capitaliste. Si l'URSS ou les États-Unis disposent d'une taille et de ressources suffisantes pour développer et amortir seuls des programmes militaires, il n'en va pas de même de la France ni d'aucun autre pays européen.

A titre d'exemple : au cours de l'année 1977, l'armée française n'a acquis que 5 % des hélicoptères et 20 % des missiles produits ou co-

produits par la SNIAS. Les solutions pratiquées pour abaisser les coûts sont donc la coopération prenant en charge une production des études jusqu'à la fabrication ou l'exportation qui dans bien des cas se traduit par une co-production : les clients prenant eux-mêmes en charge tout ou partie de

la fabrication.

Dans le domaine de la coopération, les principaux partenaires de la France sont la Grande-Bretagne et l'Allemagne comme ce fut également le cas pour la production des avions civils Concorde ou Airbus.

Pierre MARCEAU

- « Transall » (avion cargo) en coopération avec la RFA depuis 1959.
- Missiles anti-char « Milan » et « Hot », missile anti-aérien « Roland », radar « Ratac » en coopération avec la RFA depuis 1963 suite aux accords De Gaulle-Adenauer.
- Missile « Martel » coopération avec la Grande-Bretagne en 1965.
- « Jaguar » (avion d'appui) coopération avec la Grande-Bretagne depuis 1965.
- Hélicoptères « Gazelle » et « Lynx » en coopération avec la Grande-Bretagne depuis 1967.
- Alphajet (avion d'appui) coopération avec la RFA depuis 1970.
- Réseau de transmission « RITA » coopération avec la Belgique depuis 1972.
- Navires chasseurs de mines en coopération avec la Belgique et les Pays-Bas depuis 1975.

Les agriculteurs corses menacent de passer à l'action pour obtenir la libération de leurs camarades

Les responsables corses de la FDSEA et du CDJA viennent de décider, en début de semaine, de saborder leurs organisations. Dans un communiqué, ils précisent que « toutes les possibilités de négociations avec les pouvoirs publics français pour obtenir la libération des agriculteurs emprisonnés après les événements d'Ajaccio et de Bastellica ont été épuisées ». Après avoir dénoncé « l'action malveillante du conseiller corse du président de la République », ils terminent en annonçant qu'ils sont « dégagés de leurs responsabilités », et que « les adhérents ne seront plus sollicités par les organisations pour aucun mot d'ordre ». Cette décision intervient après que les négociations entre les organisations agricoles corses et le ministère de l'Intérieur, au sujet des nombreux paysans corses emprisonnés, aient échoué. A plusieurs reprises déjà, les animateurs de la FDSEA et du CDJA avaient déclaré que s'ils n'obtenaient pas la libération de leurs camarades, ils passeraient à l'action « partout où la loi en Corse n'est pas strictement appliquée ». Ce qui laisse un champ d'action très vaste.

Le manifeste « Mon pays escorjat », c'est fini

Les initiateurs du manifeste « Mon Pays Escorjat » viennent de faire savoir, à la fin de mois de janvier, que « les nouvelles données politiques » rendaient ce manifeste inadéquat. Dans le communiqué annonçant la clôture du manifeste, Robert Lafont et Jean-Pierre Chabrol précisent que « ce pays qui se lève la peau chaque jour davantage ne saurait se contenter d'un cri. La situation politique est bouleversée : les forces populaires ne se retrouveront et ne s'uniront qu'en dehors des ornières trouvant pour leur action des formes nouvelles ». Lancé à la fin de l'année 1978, le manifeste Mon Pays Escorjat se fixait pour but de créer un courant contre les conséquences de l'élargissement de l'Europe, et surtout pour l'autonomie régionale. En quelques mois, 7 000 signatures, et des centaines de lettres, avaient été réunies. Mais le manifeste, s'il reflétait des aspirations régionales, était rapidement devenu le champ d'une lutte d'influence et de tentatives de récupération entre les partis de gauche. Après avoir hésité, le PCF notamment s'y était largement investi, en s'appuyant sur la personnalité de Maffre-Baugé, un des initiateurs.

Congrès des J.C.

Les étudiants érythréens privés de parole

Ils voulaient dénoncer l'action militaire de l'URSS contre leur peuple

Un incident, d'une signification politique particulière, a marqué le congrès des J.C., qui s'est tenu la semaine dernière. Les représentants de l'Union des Etudiants Erythréens, organisation de masse du FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée), dûment invités n'ont pas été autorisés à prendre la parole, au contraire des autres délégations étrangères. Ils comptaient en effet rappeler (ou apprendre ?) aux délégués présents à Vitry l'action des militaires soviétiques contre le peuple érythréen.

Déjà, lors du 23ème congrès, en mai 1979, le PCF n'avait pas laissé parler le représentant du FPLE lors des meetings en province ou s'exprimaient les délégations é-

trangères au congrès. Là encore, le FPLE avait pourtant été invité officiellement, au titre de mouvement de libération nationale. Il est vrai que la direction du PCF avait aussi invité des représentants du gouvernement éthiopien...

Dans le même temps où la direction des J.C. refusait la parole aux étudiants érythréens, une autre délégation se faisait particulièrement remarquer : celle de l'organisation de jeunesse soviétique, avec dans ses rangs un officier de l'armée, en grand uniforme... Nous publions ci-dessous la « lettre ouverte » que l'Union nationale des étudiants érythréens a envoyée au MJCF à la suite de l'incident du congrès.

Lettre ouverte au mouvement de la jeunesse communiste de France

«Une délégation érythréenne a été invitée par le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (MJCF) à participer à son

congrès, qui se tenait du 31 janvier au 3 février 1980 à Vitry.

Notre délégation était conduite par un membre du Conseil national de l'Union des étudiants érythréens (organisation de masse FPLE) et par un responsable de la section estudiantine de France. En acceptant l'invitation, nous comptions témoigner notre solidarité avec la jeunesse communiste de France.

Au cours de ce congrès, le secrétaire général du MJCF a présenté l'Ethiopie comme un acquis du mouvement socialiste en Afrique, en passant sous silence la lutte pour la libération nationale que mène notre peuple depuis dix-huit ans, en dépit de la présence de notre délégation.

Le deuxième jour, plusieurs délégations étrangères ont pu prendre la parole et faire l'éloge de « l'Ethiopie socialiste » ; alors que la veille on avait signalé à no-

tre délégation, qui avait demandé à lire un message de soutien, qu'aucune délégation étrangère n'aurait eu droit à la parole. Ainsi, tous les représentants des luttes de libération ont pu s'exprimer à la tribune, à l'exclusion de notre représentation.

Il est normal que nous ayons des divergences d'analyse sur l'Ethiopie, mais nous déplorons cette discrimination.

Le lendemain, après une brève rencontre bilatérale pour clarifier ce malentendu, nous avons accepté de présenter un message à diffuser aux participants du congrès. Hélas, notre message, qui n'était nullement polémique mais comptait tout simplement expliquer la lutte de notre peuple contre ses agresseurs et la situation actuelle, a été jugé inacceptable par le responsable des relations internationales du MJCF.

Sur ces faits, nous avons décidé de retirer notre dé-

légalion du congrès.

Nous demandons par conséquent que le MJCF, qui nous semble avoir une position ambiguë sur la lutte du peuple érythréen pour son indépendance, clarifie officiellement sa position, ou s'il l'a déjà fait, nous indique dans quel document nous pouvons retrouver sa position.

Ceci est d'autant plus important que l'ensemble des forces progressistes françaises, notamment le Parti Communiste Français, ont affirmé leur soutien au droit inaliénable de notre peuple à l'autodétermination et à l'indépendance.

Nous déplorons cet incident malheureux et nous espérons pouvoir clarifier nos positions, sur la base de notre anti-impérialisme et de notre solidarité réciproque».

Fait à Paris, le 4 février 1980.

Union Nationale des Etudiants Erythréens



Un des délégués soviétiques au congrès des J.C...

Pitres (Eure) :

Aciéries de Pompey : grève largement reconduite

90 % des quelques 800 salariés des Aciéries de Pompey à Pitres (près de Louviers dans l'Eure) ont, mercredi, reconduit leur mouvement comme ils l'ont fait quotidiennement depuis le 28 janvier, départ de leur arrêt de travail.

Et pour cause : il n'y a pas eu mercredi, plus que les autres jours, de contact avec la direction. La raison ? Selon la direction, toujours satisfaisant les revendications, reviendrait à mettre en cause « le niveau d'activité et la vie de l'entreprise ». C'est le chantage classique à l'emploi.

Or ces revendications s'opposent à une surexploitation éhontée. En vue — dans un premier temps — de compenser la pénibilité de leur travail, les travailleurs exigent un salaire mensuel minimum de 3 000 F. Beaucoup d'entre eux sont fondeurs dans cette usine qui fabrique des aciers spéciaux. Les grévistes exigent aussi un « 13^e mois sans pénalité ». « Un 13^e mois tout court en fait, explique un responsable syndical c'est-à-dire une somme fixe et non pas ce qui n'est actuellement qu'une prime, donc plus ou moins volumineuse suivant tout un tas de critères ; la prime peut-être diminuée si tu es absent, si tu es malade entre autre ou tout simplement... pour fait de grève. C'est donc entre autre une prime anti-grève ! »

Aux Aciéries de Pompey, les travailleurs immigrés, sont au nombre d'une centaine environ. Douze d'entre

eux sont logés dans ce que l'on appelle ici des « logements sociaux » fournis par l'entreprise. Des logements sans aucun confort, dont les grévistes réclament l'amélioration. Revendication de remplacement éventuelle : les travailleurs immigrés accepteraient d'aller se loger à 10 kilomètres de leur lieu de travail pour loger dans un foyer plus confortable, le tout à condition que le transport soit assuré et dans de bonnes conditions. C'est dire en tout cas — bien qu'on ne connaisse pas leur conditions concrètes — ce que doivent être les logements actuels.

Autre revendication qui concerne toujours les ouvriers immigrés, mais tout autant leurs camarades français : la suppression des contrats à durée limitée, et leur remplacement par une embauche définitive. Toutes ces revendications restent donc encore non satisfaites. Alors mercredi, au cours des assemblées générales à chaque prise de service, les travailleurs ont reconduit leur mouvement, le premier depuis 1976 aux aciéries de Pompey, une des plus grosses entreprises de la région.

Richard FEUILLET

Van leer (Grand Quevilly) : contre les 2x8

Depuis le lundi 21 janvier, les travailleurs et les travailleuses en 2 X 8 de Van Leer sont en grève (cf le Quotidien du Peuple No 17 du 26 janvier) sur trois revendications dont la principale est l'intégration du temps de pause dans le temps de travail. En effet, finir à plus de 21 h 45, c'est dur. Cela fait rentrer à la maison à 22 h 15 pour ceux qui habitent le plus près. Mercredi 6 février, l'unité et la détermination des travailleurs et des travailleuses résolues à obtenir satisfaction, a permis de remporter une grande victoire : le matin, le syndicat CGT a signé l'accord réduisant d'une demi-heure par jour pour le poste d'après-midi, le temps de travail à partir du lundi 11 février. Certes, on n'est pas encore à 5 h-13 h, 13 h-21 h, mais c'est un grand pas de franchi surtout par les temps qui courent. Et mercredi matin, à l'annonce des résultats de la négociation, c'était la joie parmi les grévistes. Cela faisait longtemps qu'une grève si longue n'avait été si largement suivie d'un bout à l'autre avec une victoire à la clef. Cette victoire est un grand encouragement pour la classe ouvrière, et pour le courant de classe et de masse dans la CGT.

Grève des expéditions à Usinor-Mardyck



Les travailleurs du secteur transport-manutention d'Usinor-Mardyck, en grève depuis lundi 4 février, continuent leur mouvement avec un bon moral. Cette grève est la suite des revendications répétées à la direction depuis décembre. Il faut dire que ces mêmes travailleurs ont été déclassés il y a un an passant des feux continus en 3 X 8 mais aujourd'hui, ils veulent :

- 1 - La révision des classifications (statut P1 pour les accrocheurs, P2 pour les conducteurs).
- 2 - Une augmentation de 200 F, augmentation plus que justifiée par la perte du pouvoir d'achat.
- 3 - L'arrêt des avertisse-

ments et des brimades qui sont monnaie courante dans la boîte.

Pour avoir gain de cause, les ouvriers ont attendu le moment où il y avait le plus de commandes pour bloquer l'arrivée et l'expédition ; (246 wagons dans l'usine, 400 dans les cales).

La direction a essayé de casser la combativité des travailleurs par des provocations, empoignades, injures, avertissements, menaces et chantage individuel, ou bien octroyant de ridicules augmentations de 10 à 30 F et encore, pas pour tous le monde ! Mais déjà, ces travailleurs ont reçu le soutien de leur homologues d'Usinor-Dunkerque qui ont les mé-

mes intérêts ; des travailleurs de la SNCF appelés par la direction d'Usinor pour reprendre leur locomotive bloquée par le piquet de grève, ont renoncé à le faire. En prévision du comité d'entreprise du lundi 11 février, les travailleurs ont décidé de s'adresser largement à la presse et à la population locale. Ils savent que l'ordre du jour du comité d'entreprise est la marche de l'usine (en fait un chantage au chômage technique). C'est pour cela qu'ils veulent élargir le soutien à leur lutte. Je peux témoigner qu'ils sont bien décidés.

Corresp. DUNKERQUE

La CGT et l'Afghanistan Un débat censuré ?

Il n'est pas rare que des responsables de la CGT interviennent dans la presse pour faire connaître leur point de vue. Dans ce cadre, il n'est pas rare non plus que des différences se fassent jour, reflétant des appartenances ou des conceptions politiques diverses. Ainsi Georges Séuy appelant à voter pour les candidats du PCF, ou Germon appuyant le PS dans la période des législatives de 1978.

Plus récemment de semblables différences se sont faites pour, on le sait, tant sur la question de l'unité (signatures

Dans le dernier numéro du *Nouvel Observateur* donc, Pierre Feuilly, membre de la CE de la CGT, dans un article intitulé « Questions à Edmond Maire », s'en prend sévèrement à certaines orientations prises par les dirigeants de la CFDT : « Aujourd'hui, Edmond Maire parle d'un code de bonne conduite. Or, les dirigeants de la CFDT feraient mieux de s'interroger sur la réaction des travailleurs et des militants qui voient tous les jours la CFDT abandonner le terrain de la lutte et parfois même tenir un discours vivement anti-cégétiste et qui ressemble curieusement à celui du patronat et du pouvoir (...) L'accord avec la CGC sur la réduction de la durée du travail et l'interview de J. Chérèque au *Matin* s'inscrivent dans cette logique de la rupture de l'u-

nité d'action ».

DES QUESTIONS...

Voilà qui n'est pas tendre à l'égard des dirigeants de la CFDT. Pierre Feuilly ajoute d'ailleurs, au sujet de l'interview de Chérèque au *Matin* (traitant en particulier des problèmes qui vont se poser dans l'automobile) : « Il est proprement incroyable qu'un syndicat s'affirmait autogestionnaire ratifié par avance, sans aucune consultation ou information des travailleurs concernés, cent mille licenciements ! »

Dans le même temps, P. Feuilly indique son accord avec E. Maire « quand il estime que l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan pose le problème fondamental de la possibilité de l'alternance politique, (...) que le refus de la CGT

de syndicalistes CGT à la pétition « pour l'union dans les luttes ») que celle de l'Afghanistan (sur ce point la position prise par la CE de la CGT laisse la place, selon les termes de Séguy, à l'expression des « sensibilités différentes »).

Ces jours-ci, P. Feuilly et Jean Brun, tous deux membres de la Commission exécutive, se sont exprimés l'un dans le *Nouvel observateur*, l'autre, en réponse, dans *L'Humanité*.

de condamner cette intervention est un élément négatif pour le développement de l'unité d'action (...) et que l'anéantissement de l'unité de la gauche à l'initiative du PCF prive les travailleurs français d'une perspective politique (...)

Mettant en balance ces aspects ressortant selon lui des positions d'E. Maire, P. Feuilly conclut : « Les arguments de la CFDT seraient autrement plus forts, s'ils ne contrastaient de plus en plus avec une réelle absence sur le terrain des luttes ».

...A LA REPONSE :

A cet article, Jean Brun, lui aussi membre de la CE de la CGT répond dans les colonnes de *L'Humanité* sous le titre « Démocratie SVP », et s'en prend très vivement à P. Feuilly, cou-

pable selon lui d'utiliser « ses fonctions syndicales à la CGT pour en combattre les décisions ». Il cite à l'appui un texte du 40^e congrès où il est dit que « la CGT a été amenée à constater (...) l'apparition de divergences profondes avec les positions adoptées par le PS et le mouvement des Radicaux de gauche » (la CGT n'a jamais pris de position pour ce qui concerne les responsabilités dans la rupture de l'union de la gauche). Puis il invoque la « claire position (adoptée par le CCN de la CGT les 23 et 24 janvier) à propos de la situation internationale ». Cette position, on le sait, est la réaffirmation de celle prise le 8 janvier qui ne condamnait ni n'approuvait l'intervention soviétique en Afghanistan, tout en rappelant les principes de non ingérence et

du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ne retenant de la position de Feuilly que les points où il donne raison à E. Maire, et passant pour silence tout le reste, Jean Brun laisse clairement entendre que « Pierre Feuilly, membre du PS (...) entre dans la campagne anti-CGT d'E. Maire » et plus généralement dans « les campagnes de calomnies contre la CGT à ce propos (de la situation internationale NDLR) en vue de tenter de freiner la lutte des travailleurs contre les mauvais coups du pouvoir », et qu'il se range ainsi dans le camp de la collaboration de classe.

UN PROCÉDE BIEN PEU DEMOCRATIQUE

Nous ne croyons pas avoir ici déformé les propos tenus, (nos lecteurs, s'ils veulent s'en assurer, pourront lire les articles en question : *Nouvel Observateur* du 4/2/1980 et *L'Humanité* du 5/2/1980). Ce n'est pas le cas de Jean Brun dont la méthode nous paraît extrê-

mement néfaste puisqu'elle consiste en fait, moyennant de sérieuses déformations des propos, à faire apparaître tout militant de la CGT estimant publiquement par exemple, que son organisation devrait condamner l'intervention soviétique en Afghanistan, comme partie prenante de la campagne de calomnie contre la CGT et du recours à la collaboration de classe. C'est déjà falsifier le débat, ce qui ne peut avoir comme conséquence que de l'entraver, voire le bloquer.

Cela n'est pour le moins pas conforme à la volonté démocratique affirmée justement au 40^e congrès de la CGT. Cela n'est pas conforme non plus à l'intérêt des travailleurs qui est qu'une organisation syndicale comme la CGT condamne effectivement l'intervention militaire massive et l'occupation de l'URSS en Afghanistan.

N'est-ce pas d'ailleurs une telle position qui sortirait d'un large débat dans la CGT ?

Gilles CARPENTIER

international

Iran, un an après la chute du Shah

- Rassemblement de masse dans la capitale
- Déclarations de Komeiny et de Bani Sadr

Ce début de semaine est marqué en Iran par plusieurs commémorations. Non seulement, c'est le début des fêtes qui marquent le commencement du 15^e siècle selon le calendrier lunaire musulman, mais c'est aussi, à quelques jours près, le premier anniversaire du retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran, après 15 ans d'exil, et le premier anniversaire de la victoire du soulèvement du peuple iranien contre le shah d'Iran, le 11 février.

Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées, dès lundi, dans l'immense cimetière de Behecht Zahra, au sud de Téhéran, là où dans la période précédant immédiatement la chute du dictateur iranien, la population se réunissait de façon à être moins exposée à l'intervention des forces de répression.

La population, rassemblée lundi, a écouté un message de l'ayatollah Khomeiny, toujours hospitalisé et un discours du président de la République récemment élu. Dans son message, Khomeiny, abordant notamment la situation internationale, a souligné : « Nous devons combattre en faveur des nations déshéritées, contre les oppresseurs qui oppriment avec des armes. Nous devons accorder notre assistance à tous les mouvements de libération des peuples arabes, libanais et palestinien, contre Israël et les Américains ». Il a également souligné : « Je voudrais annoncer une fois de plus notre plein soutien à nos frères musulmans opprimés de l'Afghanistan. Nous condamnons énergiquement l'occupation de ce pays ».

Khomeiny a souhaité que son pays se relève des destructions qu'il a subies dans le passé, dans le cadre de

la dépendance américaine. Ce thème de la reconstruction, de la relance économique du pays, a été largement abordé par Bani Sadr. Celui-ci qui, le jour même, était investi par le Conseil de la révolution, et prêtait serment devant l'ayatollah Khomeiny, a lancé un appel à l'unité du peuple iranien pour surmonter les difficultés internes. « Aujourd'hui, a souligné Bani Sadr, notre économie est paralysée, l'atmosphère politique est plongée dans la discorde et notre environnement est désorganisé ».

A noter que parmi les délégations islamiques qui assistaient au grand rassemblement du cimetière de Behecht Zahra, se trouvait une délégation venue spécialement de Chine conduite par le vice-président de l'association islamique de ce pays.

A l'occasion de cette cérémonie, un incident s'est produit qui n'est pas sans doute sans signification politique : le discours de Bani Sadr n'a, pour l'essentiel, pas été enregistré par la radio-télévision. Ce fait, dénoncé comme un « sabotage » par plusieurs journaux iraniens pourrait être le résultat de pressions exercées par certains membres du Conseil de la révolution, hostiles à Bani Sadr, et qui admettent mal la caution que celui-ci a reçu de l'ayatollah Khomeiny. Ceci est un nouvel épisode du conflit qui oppose Bani Sadr au Conseil, celui-ci étant menacé de se voir dessaisi par le président de la République de pouvoirs réels, d'ici les élections qui, le 8 mars prochain, devraient désigner la première Assemblée nationale de la République islamique.

J.P.G.

Communiqué

Iran : un an près la chute du Shah

DEBAT SAMEDI 9 FÉVRIER

Réunion-débat organisée par la Librairie populaire (Tél : 508.82.87) le samedi 9 février 1980 à 14 h 30, 27 avenue de Choisy, 75013 PARIS (salle sous l'église) Métro : Porte de Choisy, en présence de journalistes, de représentants de différents mouvements et organisations politiques iraniennes et d'auteurs d'ouvrages divers sur l'Iran.

- Parmi les questions abordées :
- Qu'en est-il des transformations économiques et sociales de la société iranienne ?
 - Comment s'articule la référence religieuse à la lutte de classe, à la lutte pour l'indépendance et la liberté ?
 - De quels moyens disposent les deux superpuissances pour faire pression sur l'évolution de la révolution iranienne ?

Confirmation

de l'aide américaine au Pakistan

Dans le communiqué commun publié à la suite de la rencontre entre Brzezinski, conseiller de Carter et le président pakistanais Zia Ul Haq, les deux parties indiquent leur « détermination d'opposer une résistance à l'agression ». Le chiffre de 400 millions de dollars a été avancé par les États-Unis pour une

première aide au Pakistan, somme considérée insuffisante par le général Zia Ul Haq. Du côté américain, on indique qu'une aide militaire supplémentaire nécessitera de plus amples négociations. Le traité de défense signé en 1959 par les deux pays pourrait être ranié si le congrès américain donne son accord.

Nouvelles d'Asie du Sud-Est

• A la frontière Cambodge-Thaïlande Menaces contre la Thaïlande

Un ancien officier du régime de Heng Samrin, qui s'est réfugié en Thaïlande en janvier dernier, a révélé qu'il avait assisté à une réunion dans la province de Battambang avec la participation de conseillers vietnamiens, réunion au cours de laquelle le sujet principale des discussions a porté sur comment lancer une offensive contre les forces armées du Kampuchéa démocratique le long de la frontière kampu-chéo-thaïlandaise. Il a encore fait savoir que les troupes vietnamiennes attaqueraient probablement les camps de réfugiés en Thaïlande. Au Kampuchéa, il voyait presque tous les jours 30 à 40 véhicules militaires transportant des troupes vietnamiennes ou chargés de matériels de guerre se diriger vers la région frontalière kampu-chéo-thaïlandaise.

Face à ces actions menaçantes de la part du Vietnam, la Thaïlande a renforcé sa défense le long de la région frontalière. Les autres pays de l'ASEAN ont promis

de venir en aide à la Thaïlande sur le plan militaire au cas où celle-ci serait attaquée.

L'Australie et la Nouvelle Zélande, toutes deux signataires du pacte de Manille, ont réitéré leurs obligations envers le pacte, dans le cadre d'une éventuelle action vietnamienne contre la Thaïlande.

M. Fraser, premier ministre australien, déclarait également, lundi à Londres, que le Vietnam s'appretait à lancer une vaste offensive contre la guérilla Kampuchéenne au Cambodge. Selon lui, cette opération pourrait être « une opération de diversion » inspirée par l'URSS après son invasion de l'Afghanistan.

Jusqu'où les autorités vietnamiennes mèneront-elles leur aventure militaire le long de la frontière kampu-chéo-thaïlandaise ? Oseront-elles envahir la Thaïlande au risque de créer une nouvelle situation explosive en Asie du Sud-Est ?

• Heng Samrin à Moscou

Heng Samrin, le chef de file du régime pro-vietnamien au Cambodge, vient d'être reçu en grande pompe à Moscou. Il y effectue sa première visite officielle depuis sa mise en place à Phnom-Penh par les vietnamiens, il y a treize mois. Il est accompagné de sept « ministres ».

Brejnev, accompagné de pas moins de six membres du Bureau Politique du Parti révisionniste soviétique, a affirmé que les soviétiques étaient « fiers d'avoir soutenu dès le début de la lutte » H. Samrin et sa clique.

La radio du gouvernement du Kampuchéa démocratique avait dénoncé cette visite, comme étant « en réalité arrangée par Hanoi. En envoyant Heng Samrin en visite à Moscou, le Vietnam, d'une part, cherche à le montrer devant le monde en mesure de diriger en indépendance toutes les affaires du Kampuchéa ; et de l'autre, l'amène à solliciter auprès de Moscou d'avantage d'aide au Vietnam, assailli par des difficultés chaque jour plus graves dans tous les domaines, notamment sur le champ de bataille du Kampuchéa ».

Namibie

La police et les forces armées de l'État raciste d'Afrique du Sud qui occupe la Namibie ont lancé plusieurs opérations de répression contre le peuple namibien.

Au sud du pays, des policiers ont lancé des chiens dans un quartier ouvrier. Un ouvrier a été tué par balles. 14 autres ont été blessés. Deux responsables syndicaux enlevés par la police en novembre sont toujours « disparus ». Un autre militant syndical, arrêté le 11 janvier, a été placé en détention illimitée.

Euskadi

A la suite de l'embuscade de vendredi dernier au cours de laquelle six gardes civils ont été tués par un commando de L'ETA militaire, le gouvernement espagnol a décidé de confier au général Saenz de Santamaría, chef de la police nationale, la coordination des différentes forces de police au Pays-Basque.

Cette décision qui va à

l'encontre du projet de création d'une police basque prévue dans le statut d'autonomie risque de compromettre les élections du Parlement autonome prévues pour le 8 mars prochain.

D'autre part, des divisions apparaissent parmi les formations basques quant à l'attitude à tenir face à ces élections. La coalition indépendantiste Herri Batasuna (proche d'ETA militaire) qui avait appelé à l'abstention lors du référendum sur le statut d'autonomie n'est pas unifiée sur cette question. Une de ses quatre composantes : le Parti socialiste basque (ESB) menace de faire scission si Herri Batasuna refuse de participer aux élections du Parlement autonome.

Par ailleurs, la lenteur de la mise en place du statut d'autonomie en Andalousie amené les maires et les conseillers municipaux de cette région à observer une grève de la faim de 72 heures, pour protester contre ce qu'ils considèrent comme un sabotage de la part du gouvernement.

• A la frontière sino-vietnamienne

Le chef de la délégation du gouvernement chinois, aux discussions sino-vietnamiennes, a indiqué que « la soi-disant proposition vietnamienne sur la cessation des conflits armés pendant la fête du printemps n'est qu'un leurre, utilisé par la partie vietnamienne en ex-

ploitant les sentiments des peuples chinois et vietnamiens à l'égard de la traditionnelle fête du printemps ». Le gouvernement chinois a accusé le Vietnam d'avoir provoqué 207 incidents de frontière en l'espace d'un mois, depuis le début de cette année.

«Le Vietnam a besoin d'une nouvelle révolution» déclare Hoang Van Hoan

Aujourd'hui réfugié en Chine, Hoang Van Hoan, ancien dirigeant du Parti des Travailleurs du Vietnam et très proche compagnon d'Ho Chi Minh, a reçu récemment les représentants des ressortissants vietnamiens dans la province chinoise du Yunnan.

« Les acquis du peuple vietnamien du bout de trois décennies de révolution, a dit notamment Hoang Van Hoan, ont été entièrement sabotés par Le Duan et consorts. Le vénéré président Ho Chi Minh avait indiqué clairement qu'il fallait édifier un Vietnam pacifique, uni, indépendant, démocratique et prospère, alors que la réalité aujourd'hui au Vietnam est justement le contraire. »

Le peuple n'a toujours pas pu jouir de la paix. Le Duan et son groupe ont rejeté entièrement la politique d'amitié envers la Chine, politique définie et maintenue par le président Ho Chi Minh. Ils se sont livrés à des provocations militaires contre la Chine, ont envoyé

des troupes occuper le Laos, et déclenché une guerre d'agression au Kampuchéa.

Le Duan et sa suite veulent attaquer la Chine, mais ils n'ont pas assez de force. Ils sont obligés de dépendre du traité d'alliance militaire conclu avec un pays étranger. Donc, le Vietnam a perdu complètement son indépendance dans les domaines économique, politique, militaire et diplomatique. Le Vietnam est dépourvu de toute démocratie et de toute liberté.

Sorti victorieux des guerres contre les agresseurs français et américains, le peuple vietnamien avait acquis la paix, l'unification, l'indépendance, la démocratie et la prospérité. Mais Le Duan et compagnie ont réduit à néant tous ces acquis, et les efforts déployés par le peuple vietnamien au cours des décennies sont partis en fumée. Par conséquent, le Vietnam a besoin aujourd'hui d'une nouvelle révolution.

Le représentant chinois à l'ONU :

«Il faut que le cessez-le-feu au Zimbabwe soit respecté»

Suite aux violations répétées de l'accord de cessez-le-feu par les forces racistes rhodésiennes, le représentant chinois à l'ONU a demandé à la Grande-Bretagne de prendre ses responsabilités et de faire appliquer strictement l'accord signé à Londres.

Après avoir souligné que le Front patriotique du Zimbabwe « observe strictement les articles de l'accord de cessez-le-feu », le représentant chinois a déclaré : « Mais, (...) avec le consentement tacite des autorités d'administration, les forces de sécurité de Rhodésie et ses soi-disant forces auxiliaires ont été autorisées à quitter les lieux de rassemblement pour des activités libres sous prétexte d'assister la police rhodésienne à maintenir l'ordre public, en harcelant, en encerclant ou même en tuant de façon flagrante des soldats du Front patriotique qui se rendent aux lieux de rassemblement ou qui se trouvent dans ces lieux mêmes. Tout cela est évidemment en violation de l'accord de Londres. Si l'on en revenait à la situation d'avant, a-t-il poursuivi, les résultats de la conférence de Londres seraient réduits à néant et les hégémonistes de l'extérieur intensifieraient leur présence. Cela serait défavorable à tous les signataires de l'accord de Londres ».

Chine

La commission des Nations Unies pour le désarmement a ouvert sa session

1980. Pour la première fois, la Chine prend sa place dans cette commission où elle n'avait jusqu'ici envoyé qu'un observateur.

Il y a quelques jours, l'INSEE, organisme officiel chargé des statistiques nationales, avait, pour la première fois depuis de longues années, que le pouvoir d'achat des salariés avait diminué en 1979. Les pourcentages indiqués, - 0,3 % pour les ouvriers en général, et - 0,5 % pour les smicards, peuvent sembler insignifiants. C'est souvent bien avant la fin du mois, après le paiement du loyer, et des autres postes qui reviennent à chaque fois, et auxquels on ne peut pas couper, comme la cantine des enfants ou les transports en commun, les traites, qu'on se demande comment on va boucler le budget. On espère qu'il n'y aura pas d'imprévu, une note d'électricité, une maladie. C'est bien de cette façon, terriblement concrète, que les travailleurs vivent l'amputation de leur pouvoir d'achat. Et ils ne peuvent s'empêcher de penser que les indices, aussi accusateurs qu'ils soient pour le gouvernement, ne reflètent guère cette réalité. Et pour cause...

Une première raison : l'indice de l'INSEE distingue l'évolution des prix, l'évolution du coût de la vie et l'évolution des dépenses. Et les conclusions qu'il en tire ne sont pas innocentes.

LE CONSOMMATEUR EST LIBRE

Pour lui, le « consommateur » est libre. Libre d'acheter les articles les moins chers dans les magasins les moins chers. Il suffit par exemple qu'il existe des pâtes à tel prix, même si dans les faits on est contraint à en acheter de plus chères, pour que le choix de l'INSEE se porte sur les premières. Comme si les femmes qui travaillent avaient toutes les possibilités d'acheter tout ce dont elles ont besoin dans les magasins les moins chers. On s'imagine mal, après une

journee de travail, courir les magasins pour « choisir » tous ces produits. Il arrive même que ce prétendu choix n'existe pas du tout, quand certains produits disparaissent du marché. En 1976 par exemple, les pommes de terre bintje ordinaires, taxées à 90 centimes, étaient devenues introuvables. Les pommes de terre les moins chères atteignaient alors 2,50 F. Pour l'INSEE, ça n'a pas d'importance. Seul compte l'évolution des prix de chaque catégorie, et non le transfert forcé d'une catégorie à une autre.

D'autres exemples saisisants peuvent être donnés, comme celui des loyers. Pour l'INSEE, il existe différentes catégories : loi de 48, HLM, ... Dans les faits, les travailleurs d'un quartier en rénovation par exemple sont chassés des logements

La baisse du pouvoir d'achat

Autre chose qu'un simple pourcentage

anciens, et forcés d'habiter dans des logements nettement plus chers. L'INSEE ne s'en émeut pas. Pour cet organisme, les catégories existent toujours, et il calcule l'évolution des loyers en fonction. Pour le traicleur, dans son budget, le poste loyer aura doublé ou plus...

On peut aussi prendre l'exemple des vêtements, des articles de mobilier. Là encore, si on peut estimer qu'individuellement, on est libre d'acheter tel ou tel article, c'est beaucoup moins vrai dans les faits. D'une année sur l'autre, bien des articles disparaissent des collections ou des catalogues. Cette fois, l'INSEE argue d'absence de référence dans le temps pour nier les augmentations qui accompagnent ces changements. Ou bien les minimiser, en imputant une partie de la hausse des prix à un changement de qualité.

Il y a aussi les silences de l'INSEE, qui ne prend pas en compte les im-

pôts directs, les cotisations sociales, le non-remboursement intégral des médicaments, les frais de garde des enfants... Toutes choses qui pèsent pourtant particulièrement lourd dans les budgets ouvriers. On voit d'ailleurs l'influence directe qu'a joué l'augmentation des cotisations sociales dans le calcul de la diminution du pouvoir d'achat. Mais, elle n'est pas reflétée au niveau de l'indice.

DES PONDERATIONS ARBITRAIRES

Les variétés de chacun des postes pris en compte pour le calcul de l'indice, de même que leur pondération respective. Prenons celle des loyers, qui était en 1977 de 4,65%. Pour arriver à ce résultat incroyable, l'INSEE considère que tous les gens propriétaires de leur logement ne paient pas de loyer. Mais il les prend en compte comme dépense-loyer zéro. On arrive donc à 4,65% au lieu de 7,75%. Il ne compte pas

les charges. On arriverait alors à 9,5%. Ils ne sont pas légion, aujourd'hui, les travailleurs qui paient moins de 10% de leur budget pour leur logement.

Et quand la hausse d'un produit ou d'un service l'embête trop, il l'enlève carrément de la liste. C'est ce qu'il a fait avec le compteur EDF, en 1976. Pendant des années, ce poste n'avait pas bougé, et il jouissait d'une pondération importante. Son poids dans l'indice était de 40 fois supérieur à la réalité. C'était donc un facteur de stabilisation de l'indice. En 1976, le tarif était multiplié par quatre, d'où une hausse de 0,5% sur l'ensemble de l'indice. Ça faisait trop, le compteur est passé à la trappe.

L'INDICE GOMME TOUS LES IMPREVUS

On pourrait multiplier les exemples de trocages de l'indice. Mais, à la limite, en supprimant toutes ces combines, on ne ren-

draît toujours pas vraiment compte de la réalité des hausses vécues par les travailleurs, pour la bonne raison qu'un indice ne tient pas compte de tous les coups qui transforment chaque mois la réalité du budget d'un travailleur. Un mois, ça peut être le loyer qui augmente pour tel ou tel raison de 30%. Pour l'indice, la hausse moyenne peut très bien être de 0,8%. En étalant tous ces imprévus, l'indice gomme les difficultés quotidiennes des travailleurs. Ça n'a pas le même sens d'avoir 2% de dépenses de pharmacie pendant toute l'année, et d'avoir sur un salaire donné 500 F de dentiste non remboursé... Rentrée scolaire, maladie, chômage, tout cela est ignoré. Mais concrètement, pour un travailleur, aller se faire soigner peut signifier que, pour finir le mois, la famille n'aura qu'une assiette de soupe ou un bol de café au lait le soir...

Monique CHÉLAN

« Tous les jours à 5 heures du soir », vous répondent naturellement les habitants de Plogoff lorsque vous leur demandez quand a lieu la prochaine manifestation. Au cinquième jour de l'enquête d'utilité publique en vue de l'installation d'une centrale nucléaire, il ne s'est pas passée une journée sans que les habitants ne manifestent violemment leur opposition à une centrale qu'on veut leur imposer et leur refus de l'occupation de leur village par les forces de police. Chaque jour est marqué par de nouvelles manifestations en particulier le soir vers cinq heures, au moment où les gardes-mobiles réintègrent leurs camions et déménagent pour la nuit les fourgons de la mairie annexe.

Loin de susciter le découragement dans la population de Plogoff, l'intervention des gardes mobiles n'a fait que renforcer leur colère et leur détermination devant ce coup de force qui vise à leur

imposer une centrale dont ils ne veulent pas. « Nous nous sommes battus contre les nazis, nous n'avons pas peur » disent les habitants de Plogoff. Ils comparent l'occupation actuelle de leur

Plogoff

Manifestation des habitants « tous les jours à 5 heures du soir »

La population résiste et harcèle les gendarmes mobiles

commune avec l'occupation nazie. C'est dans cette région de Bretagne que « se sont formés les 1^{er} bataillons de la France libre » dira le maire de Plogoff, M. Kerloch.

C'est à un véritable harcèlement des forces de police que se livrent les habitants depuis le début de l'enquête.

Lundi matin, les cars et camions qui escortent en permanence « les mairies annexes » n'ont pu trouver leur emplacement habituel, il avait été labouré pendant la nuit et recouvert de lisier. Les camions se sont retranchés dans un chemin un peu plus haut.

Mais tous les jours vers 17 h, 2 à 300 personnes se rassemblent devant les mairies annexes gardées par les gendarmes mobiles casqués, embusqués derrière des boucliers, le fusil à la main. Lundi des sacs de plastiques remplis de peinture ont éclaté à la gueule des gendarmes mobiles, éclaboussant leurs cars et leurs uniformes.

HELICOPTERES ET GAZ LACRYMOGENE

Mardi à 17 h, au moment où les gendarmes mobiles s'approprièrent leurs véhicules, et à ramener les mairies annexes dans leur cantonnement, au petit séminaire de Pont-Croix, ils ont reçu des sacs de peinture, comme la veille... Tandis qu'ils lançaient des grenades lacrymogènes, les manifestants ripostaient avec des cailloux et même

de grosses pierres. De l'hélicoptère de la gendarmerie qui tourne au-dessus de Plogoff, sont aussi parties des grenades lacrymogènes. Un pas de plus dans la répression. Malgré tout, les gendarmes au bout d'une dizaine de minutes ont du détalier dans les cars.

LES FEMMES DE PLOGOFF

Elles sont là, en permanence, par petits groupes, sans cesse en train d'insulter et de narguer les gendarmes mobiles. Elles s'infiltrèrent dans leurs rangs, tentent de

pénétrer dans les camions pour déchirer les registres. Lundi elles ont fait venir un huissier pour constater l'interdiction de pénétrer dans la chapelle Saint-Yves provoquant le repli des gardes mobiles, et la libération de la porte. Un groupe de 15 femmes suivies de quelques hommes s'est engouffré dans la chapelle. Elles ont fait sonner la cloche, puis ont entonné des cantiques bretons ainsi qu'un chant contre la centrale sur l'air du déserteur. Au commandant des forces de l'ordre qui lui demandait de faire enlever

les voitures, Mme Carval, présidente du comité de défense de Plogoff répondait : « Avez-vous pris des sanctions contre vos hommes qui nous ont dit « à la maison » en breton ce matin ? Nous sommes suffisamment insultés comme cela par votre présence ici pour que vous n'y ajoutiez pas la provocation des mots ». Toute la population de Plogoff est engagée dans la lutte contre la centrale et contre l'occupation policière, une lutte de harcèlement aux aspects multiples.

Léon CLADEL

Le comité local des pêches maritimes de Guilvinec contre la centrale

Non seulement les pêcheurs de Plogoff, mais l'ensemble des pêcheurs de la région risquent d'être durement frappés par l'installation d'une centrale à Plogoff. Le comité local des pêches maritimes de Guilvinec a fermement pris position contre ce projet de centrale : « Aucune étude sérieuse n'a été entreprise pour envisager les conséquences de la centrale nucléaire de Plogoff sur la vie animale et végétale du secteur Ouest-Bretagne » déclare le CPLM. « Nous ne pouvons accepter ces risques graves de pollution par les détergents (journalièrement ou accidentellement) par les rejets techniques (débit de la Seine à Paris), par des fuites de radioactivité pouvant provoquer des dérèglements génétiques dans les espèces végétales et animales ». Les moindres rumeurs d'incident à la centrale de Plogoff pourraient provoquer à la longue un désinvestissement à la pêche et un chômage dans le secteur. « Tous les marins pêcheurs bigoudens sont concernés par ce problème grave pour leur avenir et celui de leurs enfants ».

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Ciné anti-impérialiste de Grenoble

Joris Ivens : 50 ans de cinéma

Samedi 9 février Salle des concerts de 14H30 à minuit

A l'automne dernier, diverses manifestations en France et à l'étranger ont marqué les 80 ans de Joris Ivens et ses 50 ans de cinéma. Ce cinéaste est un des plus grands documentaristes. Dès ses premiers films il s'est rangé aux côtés de la classe ouvrière avec notamment « Borinage », tourné clandestinement sur la longue grève des mineurs Belges : « J'ai ouvert mon bras position avec ma caméra aux côtés de la classe ouvrière et je suis devenu un cinéaste militant ».

Chacun de ses films était

au rendez-vous avec la lutte des peuples, que ce soit au moment de la guerre d'Espagne, ou bien en Chine, en URSS, en Indonésie, à Cuba, au Mali, au Laos, au Vietnam.

Le ciné anti-impérialiste projettera, à Grenoble, « Le 17^e Parallèle » film sur la résistance d'un village vietnamien contre l'impérialisme américain. « Terre d'Espagne », projeté le même jour décrit la lutte des paysans espagnols pour mettre en valeur leur terre et contre les franquistes, ce film a été tourné en 1937, il a servi à

organiser le soutien aux Républicains espagnols dans le monde entier.

« L'Usine de Générateurs » ce 3^e film a été tourné entre 1971 et 1975 en Chine. Il permet de mieux apprécier les problèmes posés par la modernisation de l'économie socialiste.

14 h 30, Le 17^e Parallèle ;
18 h, Terre d'Espagne ;
20 h, L'Usine de Générateurs ;
Organisé par le ciné anti-impérialiste : 4 rue Berlioz, Grenoble.

Grande-Bretagne

Les hommes de l'acier contre la «dame de fer»

Par Paddy Mc LAUGHLIN

La sidérurgie britannique connaît depuis le début de cette année un conflit d'une ampleur exceptionnelle, qui n'est pas sans rappeler les luttes menées en Allemagne et en France par les travailleurs de ce secteur contre la restructuration capitaliste. Dès avril 1979, les sidérurgistes de Corby, dans le Northamptonshire, se battent contre un plan de licenciement qui prévoiera bientôt 5 500 suppressions d'emploi. Dans cette ville, le 19 septembre, 10 000 travailleurs de la British Steel Corporation manifestent dans la rue. En novembre, une journée ville morte est organisée pour «sauver» Corby. Mais, en décembre, les dirigeants de BSC menacent les sidérurgistes de 75 000 réductions d'emploi et provoquant leur colère en proposant par ailleurs une ridicule augmentation de salaire de 2 % alors que l'inflation a été de 17 % en 1979. Cette provocation coïncide avec le dépôt par les conservateurs d'un projet de loi antisynical. Aujourd'hui, les sidérurgistes de la BSC, cette énorme entreprise nationalisée, se battent donc pour une augmentation décente de leur salaire, mais aussi pour la défense de leur emploi. Au-delà même de ce conflit, il s'agit pour les travailleurs et les syndicats de donner un coup d'arrêt à la soi-disant nouvelle politique économique et sociale de Thatcher qui vise non seulement à dénationaliser mais à briser le pouvoir syndical afin de restructurer l'industrie britannique.

Dans le conflit de la British Steel Corporation il y a un double enjeu : politique et social.

La querelle entre les Conservateurs et les Travailleurs à propos des nationalisations, celle de l'acier en particulier, n'est pas nouvelle. C'est le gouvernement travailliste au pouvoir entre 1965 et 1970 qui a renationalisé la sidérurgie pour la plus grande part, en la réorganisant en cinq divisions, par la création de la British Steel Corporation (BSC) en 1967, entreprise qui regroupait alors 256 000 travailleurs. Une fois revenus au pouvoir avec Heath, entre 1970 et 1974, les Conservateurs, dont certains ont été «victimes» des nationalisations dans le passé, veulent dénationaliser. Certains capitalistes qui remplissent les caisses du Parti conservateur ont été touchés par les nationalisations. Mais les réactions sont violentes, d'autant plus que certains secteurs sont «rémunérateurs».

La querelle rebondit dès 1975 car il y a une chute brutale de la production. C'est le début de la «crise» de l'acier en Europe. La concurrence est très forte. Le Japon, en vingt ans, est passé d'une production de neuf millions de tonnes à 119 millions de tonnes. L'acier coréen et les aciers spéciaux italiens sont très compétitifs. La productivité à la BSC est la plus faible d'Europe et le nombre de ses salariés décroît considérablement jusqu'à aujourd'hui.

Ses difficultés sont techniques et commerciales. Elle tient avec les subventions du «Welfare State» (l'Etat providence) auquel Thatcher a déclaré la guerre.

Néanmoins, la BSC produit 80 % de l'acier anglais. C'est pourquoi les commentateurs parlent de BSC comme étant une «affaire d'Etat». Thatcher et BSC veulent ramener la production d'acier à 15 millions de tonnes soit deux millions seulement de plus qu'en 1946.

Sur le plan social, Thatcher et les patrons qui menacent de licencier 52 000 sidérurgistes en août prochain, tentent d'écraser la riposte des travailleurs. «Maggie» compte bien rééditer l'affaire British Leyland, où, par différentes manœuvres, la direction a fait accepter par les ouvriers 25 000 licenciements. Sa politique anti-ouvrière passe par l'affaiblissement des syndicats. Début décembre, les Conservateurs ont déposé un projet de loi comportant notamment l'interdiction des piquets de grève secondaires qui paralysent les entreprises sous-traitantes et l'obligation de vote à bulletins secrets lors d'une grève. Thatcher qui accuse les syndicats d'être les «ennemis de la nation», voudrait supprimer également le monopole d'embauche par les syndicats. On estime que sur 12 millions de syndiqués, 5 à 6 millions relèvent de ce système.

Il faut souligner que derrière les discours vertueux et civiques de Thatcher, se ca-

che la volonté d'augmenter les cadences de travail. Quant à ses arguments économiques sur la neutralité nécessaire de l'Etat dans les relations entre employeurs et salariés, ces derniers commencent à comprendre qu'ils le mènent au chômage et à la surexploitation avec les licenciements tout azimut et les accords sur la productivité.

Enfin, les directions syndicales, après leur attitude prudente consécutive à la défaite électorale des Travailleurs en mai dernier vont être obligés, poussés par la base, d'engager un combat d'ampleur contre le gouvernement conservateur dont l'impopularité va croissante.

Début décembre, c'est avec indignation que les sidérurgistes de BSC ont refusé la ridicule proposition d'une augmentation-provocation de 2 %. Ils estimaient que c'était tout bonnement une insulte, étant donné que l'inflation annuelle est presque de 20 % (17,4 % officiellement). Tout le monde s'accorde alors à penser que BSC, les patrons et le gouvernement conservateur, ont choisi délibérément de provoquer les sidérurgistes pour les vaincre dans une confrontation et faire passer ensuite leur plan acier fait de dizaines de milliers de licenciements. Les stocks permettraient à l'industrie de tourner normalement pendant 16 semaines selon certains patrons. En fait, dans l'industrie automobile, à British Leyland par exemple, il y a des stocks pour un mois.

Tout se jouera donc avec la solidarité entre les sidérurgistes et les autres corporations notamment les dockers et les cheminots.

En décembre, la lutte s'organise autour du syndicat ISTC dont le leader est Bill Sims et qui compte 90 000 membres. L'International Metal Workers' Federation apporte le soutien des organisations syndicales européennes et le Trade Union Congress (TUC) britannique coordonne l'action des 14 unions de la sidérurgie anglaise, tout en promettant son aide.

Du côté du parti travailliste, dont l'aile gauche a pris la direction lors de son dernier congrès, intervient aussi sur cette crise de l'acier.

Début novembre, Callaghan et d'autres députés demandaient l'ouverture d'une enquête publique sur la sidérurgie, essayant de persuader le gouvernement conservateur de changer de politique à ce sujet. Il était alors question des 11 000 travailleurs de BSC à Corby. En décembre, le même Callaghan presse Thatcher d'agir sur l'ensemble de ce secteur industriel. Fidèle à ses options «libérales», celui-ci ne veut pas intervenir entre BSC et ses salariés. Hypocrisie bien sûr, car ils sont, en fait, parties liées: Thatcher refuse donc aux travaillistes un débat aux Communes sur l'acier. Il faut préciser ici que Callaghan affirmait fin décembre qu'une grève de la sidérurgie serait «la plus grande catastrophe» depuis la «grève



Un piquet de grève arrêté sans ménagement par la police devant l'usine Hadfield, à Sheffield, pour avoir bloqué le chargement d'acier.

ve générale» de 1926. (Au mois de mai 1926 des millions de travailleurs se lancent dans une grève pour les salaires. Ils sont trahis par leurs dirigeants et la grève est un échec). Rappelons-nous que c'est contre le gouvernement Callaghan qu'il y avait eu une vague de grève début 1979.

Le 2 janvier, 1000 000 sidérurgistes se mettent en grève pour avoir 20 % d'augmentation de salaire (Les métallos ont obtenu 14 % et les mineurs 20 % fin 1979). BSC monte ses propositions à 6 % puis jusqu'à 10 % et même davantage, avec toutes sortes de chantage à la productivité par des primes. La lutte s'organise partout et l'on assiste à un développement des comités de grèves qui ont des exigences sur le plan de la démocratie directe. Les dirigeants syndicaux au plan national, doivent suivre le mouvement, mais ils craignent

d'en perdre le contrôle. Beaucoup d'unions locales voudraient moins de négociations et plus d'action directe. Il est maintenant question de grève générale dans l'industrie car les sidérurgistes, malgré les bons offices de l'organisme d'arbitrage, ACAS, ne veulent pas démordre de leurs revendications initiales de 20 % d'augmentation. Le gouvernement, de son côté, ne veut pas que les subventions à BSC servent à financer cette augmentation.

Les ouvriers gallois, contre l'avis des dirigeants syndicaux, veulent la grève générale. Il est vrai que les «régions» celtiques, Pays de Galles et Ecosse sont les plus menacées par les plans de liquidation de Thatcher. Le Sud du Pays de Galles atteint aujourd'hui un taux de chômage voisin de celui de la crise de 1929.

On parle d'une grève générale comme en 1926

La Grande-Bretagne a connu de nombreuses grèves dures ces dernières années, mais la lutte que les sidérurgistes mènent depuis plus d'un mois, est la première grève nationale dans ce secteur depuis 1926. De plus, le conflit actuel a déclenché un tel mouvement de solidarité parmi les autres catégories de travailleurs : mineurs, camionneurs, cheminots, dockers, etc., que l'idée d'organiser une grève générale de l'ampleur de celle de 1926 germe dans la conscience des travailleurs.

La mobilisation ne faiblit pas. Malgré la répression du pouvoir qui n'hésite pas à employer tous les moyens contre les piquets de grève comme dans le Lanarkshire où un piquet de cent sidérurgistes s'est vu attaquer par les brigades spéciales de police qui se sont illustrés dans le passé lors de la grève des immigrants à Grunwick en 1977 et plus récemment en assassi-

nant un manifestant anti-raciste à Southall dans la banlieue de Londres. A Port Talbot, au Pays de Galles, 9 000 sidérurgistes ont formé des piquets de grève. A Hatfield, les grévistes sont allés en masse bloquer l'entrée d'une aciérie privée. Le patron, affolé, a invité les dirigeants syndicaux à venir parlementer avec lui et a tenté de les convaincre qu'il ne faisait pas de sous-traitance pour British Steel Corporation, la firme nationale en grève, en montrant sa comptabilité. Les piquets de grève ont alors dit aux dirigeants syndicaux que la décision finale de bloquer l'entreprise leur appartenait à eux seuls.

Le 28 janvier, la mobilisation s'est élargie avec la grève générale de solidarité au Pays de Galles. Des affrontements ont eu lieu entre les piquets de grève et la police comme à Swansea où un flic a été blessé d'un jet de brique. Ces affrontements ont été suivis de dizaines d'arres-

tations.

Le directeur de la British Steel Corporation prétend que la productivité des sidérurgistes britanniques est inférieure à celle des Allemands et des Français. Il omet de préciser que la BSC donne le salaire le plus bas de toute la CEE pour chaque tonne d'acier produite. Les licenciements et l'augmentation de la productivité vont amener chaque travailleur à passer d'une production de 141 tonnes à une production de 185 tonnes d'acier par an ! Ce qui augmentera la productivité de 31 %, soit un taux supérieur à la France, pour une promesse d'augmentation de salaire de 2 % et un coût salarial par tonne d'acier produit, très inférieur à la France.

C'est dire que les motifs de lutter ne manquent pas aux sidérurgistes britanniques qui, avec leurs camarades mineurs sont les plus déterminés à aller jusqu'au bout, jusqu'à la grève générale s'il le faut.



Un piquet de grève discute avec un camionneur.